

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires
Comité des sauvegardes**

Original: anglais

**NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE
L'ARTICLE 18.5, DE L'ARTICLE 32.6 ET DE
L'ARTICLE 12:6 DES ACCORDS**

GHANA

La communication ci-après, datée du 10 décembre 2019, est distribuée à la demande de la délégation du Ghana.

**LOI DE 2016 SUR LA COMMISSION DU COMMERCE
INTERNATIONAL DU GHANA, LOI N° 926**

TABLE DES MATIÈRES

Section

CRÉATION DE LA COMMISSION DU COMMERCE INTERNATIONAL DU GHANA

1. Création de la Commission
2. Missions de la Commission
3. Fonctions de la Commission
4. Indépendance de la Commission
5. Directives ministérielles

GOUVERNANCE DE LA COMMISSION

6. Organe décisionnel de la Commission
7. Fonctions et responsabilités d'un membre du Conseil
8. Mandat des membres du Conseil
9. Réunions du Conseil
10. Divulgence d'intérêt
11. Création des comités du Conseil
12. Indemnités

QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES

13. Secrétariat de la Commission
14. Désignation du Secrétaire exécutif
15. Fonctions du Secrétaire exécutif
16. Désignation des autres membres du personnel
17. Fonds de la Commission
18. Compte bancaire
19. Dépenses de la Commission
20. Comptes et audit
21. Rapport annuel et autres rapports

MESURES SPÉCIALES À L'IMPORTATION

- 22. Imposition de mesures spéciales à l'importation
- 23. Conduite des enquêtes pour l'imposition de mesures spéciales à l'importation

MESURES DE SAUVEGARDE

- 24. Imposition de mesures de sauvegarde
- 25. Conduite des enquêtes pour l'imposition de mesures de sauvegarde
- 26. Durée des mesures de sauvegarde
- 27. Notification à l'Organisation mondiale du commerce

DROITS COMPENSATEURS

- 28. Imposition de mesures compensatoires
- 29. Conduite des enquêtes pour l'imposition de droits compensateurs
- 30. Durée d'application des droits compensateurs

DROITS ANTIDUMPING

- 31. Imposition de droits antidumping
- 32. Conduite des enquêtes pour l'imposition de droits antidumping
- 33. Durée d'application des droits antidumping

DEMANDES DE DROITS DE DOUANE ET ÉVALUATION EN DOUANE DES MARCHANDISES IMPORTÉES

- 34. Demande de révision de droits de douane
- 35. Examen d'une demande de droits de douane

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

- 36. Pouvoir de la Commission
- 37. Dépôt de plainte
- 38. Ordonnance provisoire de la Commission
- 39. Avis et décisions de la Commission
- 40. Non-assujettissement au paiement d'une pénalité

DÉROULEMENT DES ENQUÊTES ET DES PROCÉDURES

- 41. Enquêtes
- 42. Déroulement des procédures
- 43. Révision de décisions
- 44. Exécution des décisions de la Commission
- 45. Ordonnance de ne pas faire
- 46. Immunité des membres de la Commission
- 47. Collaboration avec les autorités
- 48. Divulgence de renseignements confidentiels
- 49. Demande de renseignements par la Commission
- 50. Publication de décisions et d'avis

DISPOSITIONS DIVERSES

- 51. Infractions et pénalités
- 52. Réglementations
- 53. Modification
- 53. Interprétation

**NEUF-CENT-VINGT-SIXIÈME LOI DU PARLEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU GHANA,
INTITULÉE LA LOI DE 2016 SUR LA COMMISSION
DU COMMERCE INTERNATIONAL DU GHANA**

LOI portant création de la Commission du commerce international du Ghana en vue de prévoir la réglementation relative au commerce international du Ghana, conformément aux règles et réglementations du système commercial mondial, et de prévoir les questions connexes.

DATE D'APPROBATION: 14 septembre 2016

Adoptée par le Parlement et approuvée par le Président:

CRÉATION DE LA COMMISSION DU COMMERCE INTERNATIONAL DU GHANA

1 CRÉATION DE LA COMMISSION

1. La présente loi porte création d'une personne morale dotée d'une existence permanente, dénommée la Commission du commerce international du Ghana.
2. Pour s'acquitter de ses fonctions, la Commission peut acquérir et détenir des biens mobiliers et immobiliers, aliéner des biens et conclure un contrat ou toute transaction en lien avec les missions de la Commission.
3. En cas d'entrave à l'acquisition d'une propriété, la propriété peut être acquise par la Commission en vertu de la Loi de 1962 sur les terres de l'État (Loi n° 125), et le coût sera à la charge de la Commission.

2 MISSIONS DE LA COMMISSION

1. La Commission a pour mission de:
 - a. veiller à ce que le Ghana respecte les règles et réglementations du commerce international;
 - b. garantir l'équité, l'efficacité, la transparence et l'objectivité dans l'application des mesures affectant le commerce international et dans l'utilisation des mesures commerciales mondiales;
 - c. assurer une concurrence loyale pour les personnes participant à la production nationale et au commerce international; et
 - d. protéger le marché intérieur de l'impact des pratiques commerciales déloyales au cours d'opérations commerciales internationales.
2. En vue de la réalisation des missions énoncées au paragraphe 1), la Commission sera guidée par les dispositions conventionnelles de l'Organisation mondiale du commerce et par les principes généraux du droit commercial international.

3 FONCTIONS DE LA COMMISSION

1. Pour accomplir ses missions, la Commission devra:
 - a. surveiller et examiner la configuration des échanges internationaux du Ghana et conseiller le Ministre sur les questions relatives au commerce et à l'industrie;
 - b. étudier, identifier et recommander au Ministre les niveaux tarifaires pour des secteurs spécifiques de l'économie, en tenant dûment compte du taux effectif de protection;

- c. réaliser des études et publier des rapports au sujet de la compétitivité de la structure tarifaire du Ghana et de l'incidence de la structure tarifaire sur la branche de production nationale, des possibilités d'accès aux marchés et des difficultés en relation avec les exportations du Ghana;
 - d. apporter un soutien analytique et des conseils au Ministre sur les propositions de loi en lien avec le commerce;
 - e. conseiller le Ministre en ce qui concerne l'élaboration de la documentation pour le gouvernement du Ghana et la position de négociation de ce dernier au cours des négociations commerciales internationales;
 - f. surveiller et conseiller le Ministre en ce qui concerne le respect par le Ghana de ses obligations conventionnelles bilatérales et multilatérales dans le domaine du commerce international;
 - g. identifier et examiner les plaintes portées devant la Commission en rapport avec:
 - i. les mesures de sauvegarde;
 - ii. le subventionnement de produits importés octroyé par des gouvernements étrangers;
 - iii. le dumping de produits importés sur le marché intérieur;
 - iv. les ajustements tarifaires; et
 - v. toute autre mesure ayant une incidence sur le commerce équitable déterminée par le Ministre;
 - h. régler les différends entre les importateurs et la Division des douanes de l'Administration fiscale du Ghana en ce qui concerne la classification et l'évaluation de produits importés; et
 - i. exercer toute autre fonction nécessaire à la réalisation des objectifs de la Commission.
2. Dans l'exercice de ses fonctions, la Commission devra:
- a. veiller à être objective et équitable; et
 - b. tendre à concilier les intérêts antagonistes des personnes:
 - i. qui comparaissent devant la Commission; et
 - ii. qui sont indirectement affectées par les décisions et les actions de la Commission.

4. INDÉPENDANCE DE LA COMMISSION

Sauf disposition contraire de la Constitution ou de toute autre loi non incompatible avec la Constitution, la Commission n'est pas soumise, dans l'exercice de ses fonctions, à la direction ou au contrôle d'une personne ou d'une autorité.

5. DIRECTIVES MINISTÉRIELLES

1. Le Ministre peut donner des directives par écrit à la Commission sur des questions de politique autres que celles faisant l'objet d'un processus juridictionnel.
2. Les directives doivent être compatibles avec les objectifs de la présente loi.

GOUVERNANCE DE LA COMMISSION

6. ORGANE DÉCISIONNEL DE LA COMMISSION

1. L'organe décisionnel de la Commission est un Conseil composé de:
 - a. un président, qui est un juge retraité de la Cour suprême de justice ou une personne qualifiée pour être désignée en tant que juge de la Cour suprême de justice;
 - b. un vice-président; et
 - c. trois autres personnes dont l'une au moins est une femme.
2. Les membres du Conseil seront nommés par le Président, conformément à l'article 70 de la Constitution.
3. Lorsqu'il procèdera à des désignations au titre du présent article, le Président devra tenir compte des connaissances et des compétences des personnes et, en particulier, des connaissances d'une personne en économie, comptabilité, droit commercial international, commercialisation internationale et distribution de marchandises et de services ou de son expérience dans la branche de production concernée.
4. Le Conseil devra assurer l'exécution appropriée et efficace des fonctions de la Commission.
5. Le Secrétaire exécutif sera le secrétaire du Conseil d'administration.

7. FONCTIONS ET RESPONSABILITÉS D'UN MEMBRE DU CONSEIL

1. Un membre du Conseil a la même relation fiduciaire avec la Commission et le même devoir d'agir de manière loyale et de bonne foi que le directeur d'une société constituée en vertu de la Loi de 1963 sur les sociétés (Loi n° 179).
2. Sans restreindre la portée du paragraphe 1), un membre du Conseil ne doit pas:
 - a. se livrer à une conduite ou à une activité susceptible de nuire à l'intégrité, à l'indépendance et à l'impartialité de la Commission;
 - b. être partie à une enquête, une audition ou une procédure relative à une affaire au sujet de laquelle le membre a un intérêt;
 - c. faire un usage personnel, ou tirer profit, de renseignements commerciaux confidentiels quels qu'ils soient, obtenus dans le cadre de l'exercice des fonctions du membre; ou
 - d. utiliser indûment des renseignements obtenus en raison de la position du membre en tant que membre du Conseil de sorte à obtenir, directement ou indirectement, un avantage pour le membre au détriment de la Commission.
3. Avant de prendre ses fonctions, un membre du Conseil fera connaître et soumettra à la Commission une déclaration de divulgation contenant les renseignements relatifs aux emplois antérieurs et à l'affiliation professionnelle du membre.
4. Un membre du Conseil qui contrevient aux dispositions du présent article cesse d'être membre du Conseil.

8. MANDAT DES MEMBRES DU CONSEIL

1. La durée du mandat d'un membre du Conseil ne dépassera pas cinq ans et le mandat pourra être reconduit une seule fois.
2. Un membre du Conseil peut à tout moment démissionner de ses fonctions par écrit en s'adressant au Président par l'intermédiaire du Ministre.
3. Un membre du Conseil qui est absent lors de trois réunions consécutives sans motif valable cesse d'être membre du Conseil.
4. Le Président peut, par lettre adressée à un membre, révoquer la désignation de ce membre.
5. Lorsqu'un membre du Conseil est, pour une raison suffisante, dans l'incapacité d'exercer sa fonction de membre, le Ministre déterminera si cette incapacité donnera lieu à une déclaration de vacance.
6. En cas de vacance de poste:
 - a. au titre des paragraphes 2) ou 3) ci-dessus, de l'article 7.4 ou de l'article 10.2;
 - b. par suite d'une déclaration au titre du paragraphe 5); ou
 - c. en raison du décès d'un membre,le Ministre notifiera la vacance au Président et ce dernier désignera une personne afin de pourvoir le poste vacant.

9. RÉUNIONS DU CONSEIL

1. Le Conseil se réunira au moins une fois tous les trois mois en vue de l'expédition des affaires, dans les lieux et aux heures déterminés par le Président.
2. À la demande écrite d'au moins un tiers des membres du Conseil, le Président convoquera une réunion extraordinaire du Conseil au lieu et à l'heure déterminés par le Président.
3. Le quorum des réunions du Conseil est de cinq membres du Conseil ou d'un plus grand nombre déterminé par le Conseil s'il s'agit d'une question importante.
4. Le Président assurera la présidence des réunions du Conseil; en l'absence du Président, le Vice-Président assurera la présidence et, en l'absence de Vice-Président, un membre du Conseil élu par les membres présents assurera la présidence.
5. Les questions examinées par le Conseil seront choisies par la majorité des membres présents et ayant un droit de vote et, en cas d'égalité de vote, la personne assurant la présidence aura une voix prépondérante.
6. Le Conseil pourra coopter une personne pour assister à l'une de ses réunions, mais cette personne ne votera pas sur une question soumise à décision lors de la réunion.

10. DIVULGATION D'INTÉRÊT

1. Un membre du Conseil ayant un intérêt dans une question à l'examen:
 - a. divulguera la nature de l'intérêt et la divulgation fera partie du dossier de l'examen de la question; et
 - b. ne participera pas aux délibérations du Conseil au sujet de cette question.

2. Un membre cesse d'être membre du Conseil s'il a un intérêt dans une question portée devant le Conseil et

- a. s'il ne divulgue pas cet intérêt, ou
- b. s'il participe aux délibérations à cet égard.

11 CRÉATION DES COMITÉS DU CONSEIL

1. Le Conseil peut créer des comités composés de membres du Conseil ou de non-membres, ou les deux, pour remplir une fonction du Conseil.
2. Chaque comité sera présidé par un membre du Conseil.
3. Le Conseil peut confier à un comité une fonction déterminée par lui-même, mais un comité composé de non-membres est consultatif uniquement.
4. L'article 10 s'applique aux membres des comités du Conseil.

12 INDEMNITÉS

Les membres du Conseil et les membres d'un comité du Conseil recevront les indemnités convenues par le Ministre en consultation avec le Ministre des finances.

QUESTIONS ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES

13 SECRÉTARIAT DE LA COMMISSION

1. La Commission disposera d'un secrétariat composé de départements et de divisions déterminés par le Conseil, selon qu'il sera nécessaire pour l'exécution effective des fonctions de la Commission.
2. Le Secrétaire exécutif nommé en vertu de l'article 14 est le chef du Secrétariat.

14 DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE EXÉCUTIF

1. La Commission disposera d'un secrétaire exécutif.
2. Conformément à l'article 195 de la Constitution, le Président nommera le Secrétaire exécutif de la Commission.
3. Le Secrétaire exécutif exercera son mandat selon les conditions et modalités spécifiées dans la lettre de désignation.

15 FONCTIONS DU SECRÉTAIRE EXÉCUTIF

1. Le Secrétaire exécutif:
 - a. est responsable de l'administration quotidienne de la Commission et rend des comptes au Conseil concernant l'exécution des fonctions au titre de la présente loi; et
 - b. doit remplir toute autre fonction déterminée par le Conseil.
2. Le Secrétaire exécutif peut déléguer une fonction à un membre du personnel de la Commission mais ne sera pas exempté de la responsabilité ultime de l'exécution de la fonction déléguée.

16. DÉSIGNATION DES AUTRES MEMBRES DU PERSONNEL

1. Conformément à l'article 195 de la Constitution, le Président désignera les autres membres du personnel de la Commission qui seront nécessaires à l'exécution appropriée et efficace des fonctions de la Commission.
2. Le Président peut, par écrit, déléguer au Conseil le pouvoir de désignation mentionné au paragraphe 1).
3. La Commission peut engager les services d'un consultant ou d'un expert sur recommandation du Conseil pour s'acquitter efficacement de ses fonctions.
4. D'autres fonctionnaires publics peuvent être transférés ou détachés auprès de la Commission, ou peuvent lui prêter assistance.

17 FOND DE LA COMMISSION

1. Les fonds dont dispose la Commission comprennent:
 - a. les sommes approuvées par le Parlement;
 - b. les redevances et impositions qui reviennent à la Commission dans l'exercice des fonctions de la Commission;
 - c. le revenu des investissements qui reviennent à la Commission; et
 - d. les dons.
2. La Commission demandera l'approbation écrite du Ministre des finances avant d'investir les fonds de la Commission dans des titres sûrs.

18 COMPTE BANCAIRE

Les versements destinés à la Commission seront effectués sur un compte bancaire ouvert à cet effet avec l'approbation du contrôleur financier et du comptable général.

19 DÉPENSES DE LA COMMISSION

1. Les dépenses de la Commission seront payées au moyen des sommes allouées à la Commission au titre de l'article 17.
2. Dans les cas où il reste un excédent financier après que la Commission a couvert ses frais et dépenses dans l'exercice de ses fonctions, la Commission transférera cette somme au fonds consolidé, sauf décision contraire du Ministre des finances, en consultation avec le Ministre.

20 COMPTES ET AUDIT

1. Le Conseil tiendra des livres comptables et des registres appropriés sous la forme approuvée par le vérificateur général des comptes.
2. Le Conseil soumettra pour vérification les comptes de la Commission au vérificateur général des comptes dans les trois mois suivant la fin de l'exercice budgétaire.
3. Le vérificateur général des comptes contrôlera les comptes au plus tard trois mois après réception de ces derniers et transmettra un exemplaire du rapport d'audit au Ministre.
4. L'exercice fiscal de la Commission est identique à celui du gouvernement.

21 RAPPORT ANNUEL ET AUTRES RAPPORTS

1. Le Conseil soumettra au Ministre, dans un délai d'un mois à compter de la réception du rapport d'audit, un rapport annuel couvrant les activités et les opérations de la Commission pour l'année sur laquelle porte le rapport.
2. Le rapport annuel contiendra le rapport du vérificateur général des comptes.
3. Dans un délai d'un mois à compter de la réception du rapport annuel, le Ministre présentera au Parlement le rapport accompagné de toute déclaration que le Ministre jugera nécessaire.
4. Le Conseil présentera au Ministre tout autre rapport demandé par écrit par le Ministre.

MESURES SPÉCIALES À L'IMPORTATION

22 IMPOSITION DE MESURES SPÉCIALES À L'IMPORTATION

1. Les mesures spéciales à l'importation qui pourront être imposées en vertu de la présente loi comprennent:
 - a. les mesures de sauvegarde;
 - b. les droits antidumping;
 - c. les droits compensateurs; et
 - d. les mesures d'ajustement tarifaire.
2. La Commission peut imposer une mesure spéciale à l'importation spécifiée aux alinéas b) et c) du paragraphe 1):
 - a. lors de la réception d'une plainte écrite déposée par un producteur national ou un représentant du producteur national produisant des biens similaires ou directement concurrents des produits faisant l'objet de la plainte; ou
 - b. à l'initiative de la Commission lorsque la Commission dispose d'éléments de preuve suffisants pour justifier l'imposition d'une mesure spéciale à l'importation conformément à la présente loi.
3. Le Ministre peut, sur recommandation de la Commission, imposer une mesure spéciale à l'importation spécifiée aux alinéas a) et d) du paragraphe 1) dans les cas suivants:
 - a. lorsque la Commission reçoit une plainte écrite déposée par un producteur national ou un représentant du producteur national qui produit des biens similaires ou directement concurrents des produits faisant l'objet de la plainte; ou
 - b. à l'initiative de la Commission lorsque celle-ci dispose d'éléments de preuve suffisants pour justifier l'imposition d'une mesure spéciale à l'importation conformément à la présente loi.
4. La Commission sera habilitée à:
 - a. suspendre ou clore une enquête ouverte en vue d'imposer une mesure spéciale à l'importation;
 - b. imposer des mesures provisoires, y compris des droits antidumping et des droits compensateurs; et

- c. réexaminer ses propres constatations et déterminations relatives à la mesure spéciale à l'importation.

5. Dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés en vertu du présent article, la Commission tiendra compte des accords de l'Organisation mondiale du commerce.

23 CONDUITE DES ENQUÊTES POUR L'IMPOSITION DE MESURES SPÉCIALES À L'IMPORTATION

1. Aux fins de l'imposition d'une mesure spéciale à l'importation en vertu de l'article 22.1, la Commission devra au préalable mener une enquête.

2. Dans le cadre de l'enquête de la Commission aux fins de l'imposition d'une mesure spéciale à l'importation, la Commission ménagera à toutes les parties intéressées toutes possibilités de défendre leurs intérêts.

MESURES DE SAUVEGARDE

24 IMPOSITION DE MESURES DE SAUVEGARDE

1. Le Ministre peut, sur recommandation de la Commission, imposer et appliquer une mesure de sauvegarde:

- a. lorsque des produits sont importés dans le pays en quantités accrues, dans l'absolu ou par rapport à la production nationale, et
- b. lorsqu'il existe des conditions telles qu'elles causent ou menacent de causer un dommage grave à un producteur national de produits similaires ou directement concurrents.

2. Le Ministre peut, sur recommandation de la Commission, imposer une mesure de sauvegarde sur un produit importé quelle qu'en soit la provenance et en dépit d'un quelconque accord de libre-échange ou accord de partenariat économique que la République pourrait avoir ratifié avec un pays ayant un intérêt substantiel en lien avec l'approvisionnement du produit visé par l'enquête.

3. Dans les cas où un retard dans l'imposition d'une mesure de sauvegarde causerait un dommage irréparable à un producteur national ou à la branche de production nationale, le Ministre peut, sur recommandation de la Commission, imposer une mesure de sauvegarde provisoire sous la forme d'une majoration des droits de douane pour une période ne dépassant pas 200 jours.

4. Le Ministre peut imposer une mesure de sauvegarde conformément au paragraphe 3) après détermination préliminaire de la Commission selon laquelle il existe des éléments de preuve indiquant qu'un accroissement des importations cause ou menace de causer un dommage grave au producteur national ou à la branche de production nationale.

5. Une mesure de sauvegarde imposée en vertu du présent article doit être dans l'intérêt public.

25 CONDUITE DES ENQUÊTES POUR L'IMPOSITION DE MESURES DE SAUVEGARDE

1. La Commission ne fera pas de recommandation en vue de l'imposition d'une mesure de sauvegarde sur un produit importé, à moins que la Commission n'ait mené au préalable une enquête en rapport avec ce produit.

2. Aux fins de la conduite d'une enquête, la Commission informera les parties intéressées:

- a. en publiant un avis d'ouverture de l'enquête dans le Journal officiel et dans un journal public quotidien de diffusion nationale; et

- b. en tenant une audition publique afin de ménager aux parties intéressées la possibilité de faire état de leurs vues et de présenter des éléments de preuve sur l'imposition de la mesure de sauvegarde.
3. La Commission évaluera, dans la conduite de l'enquête au titre du présent article, tout facteur ayant une incidence sur la situation de la branche de production nationale, y compris:
- a. le rythme d'accroissement des importations des produits ainsi que leur accroissement en volume, en termes absolus et relatifs;
 - b. la part du marché intérieur cédée au produit importé; et
 - c. les variations du niveau:
 - i. des ventes,
 - ii. de la production,
 - iii. de la productivité,
 - iv. de l'utilisation des capacités,
 - v. des profits et des pertes, et
 - vi. de l'emploi.
4. Le Ministre peut, sur recommandation de la Commission, imposer une mesure de sauvegarde uniquement s'il existe un lien de causalité entre l'accroissement des importations des produits visés par l'enquête et le dommage grave ou la menace de dommage grave pour le producteur national ou la branche de production nationale.
5. La Commission doit, lorsqu'elle formule une recommandation en vue de l'imposition d'une mesure de sauvegarde, prendre en considération des éléments de preuve objectifs et vérifiables.
6. Le paragraphe 4) ne s'applique pas au dommage causé par des facteurs autres qu'un accroissement des importations.
7. À la clôture de son enquête, la Commission publiera au Journal officiel un rapport exposant ses constatations et ses conclusions motivées sur tous les points de fait et de droit.

26 DURÉE DES MESURES DE SAUVEGARDE

1. Le Ministre peut, sur recommandation de la Commission, imposer une mesure de sauvegarde pour la période requise afin de:
- a. prévenir ou réparer un dommage grave ou une menace de dommage grave; et de
 - b. faciliter l'ajustement d'un producteur national ou d'une branche de production nationale qui est affecté par l'importation du produit.
2. Une mesure de sauvegarde imposée au titre du paragraphe 1) ne devra pas avoir une durée d'application supérieure à dix ans à compter de la date d'imposition.

27 NOTIFICATION À L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

1. Le Ministre informera, sur recommandation de la Commission, le Comité des sauvegardes de l'Organisation mondiale du commerce dans les cas où:
- a. la Commission ouvre une enquête en lien avec un dommage grave ou une menace de dommage grave et donne les raisons de l'enquête;
 - b. la Commission constate l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave résultant d'un accroissement des importations; ou
 - c. le Ministre prend la décision d'imposer ou de proroger une mesure de sauvegarde.

2. Aux fins du paragraphe 1), le Ministre fournira au Comité des sauvegardes les renseignements pertinents, y compris:

- a. les éléments de preuve de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave résultant de l'accroissement des importations;
- b. la description du produit concerné;
- c. la mesure de sauvegarde envisagée et la durée prévue de la mesure de sauvegarde qui sera imposée; et
- d. un calendrier pour la libéralisation progressive de la mesure de sauvegarde.

DROITS COMPENSATEURS

28 IMPOSITION DE DROITS COMPENSATEURS

1. La Commission imposera un droit compensateur sur un produit importé, dans les cas où la Commission détermine que:

- a. une subvention donnant lieu à des mesures compensatoires a été ou est accordée pour ce produit, et
- b. le produit qui est importé cause ou menace de causer, par les effets de la subvention, un dommage important ou un retard important de la création d'une branche de production nationale produisant un produit similaire ou directement concurrent du produit importé.

2. Aux fins de la présente loi, le subventionnement de produits importés ne doit pas être considéré comme causant ou menaçant de causer un dommage important, à moins que les circonstances dans lesquelles le subventionnement susceptible de causer un dommage est imposé ne soient prévisibles et imminentes.

3. Dans les cas où la Commission a établi une détermination au titre du paragraphe 1), la Commission imposera un droit compensateur d'un montant égal au montant de la subvention sur les marchandises importées, qui sera prélevé, collecté ou payé.

4. La Commission n'imposera pas de droits compensateurs à moins qu'elle ne détermine que la subvention est spécifique, de l'une quelconque des manières suivantes:

- a. l'instrument législatif, réglementaire ou administratif conférant cette subvention restreint la subvention à l'entreprise particulière relevant de la juridiction de l'autorité qui accorde la subvention;
- b. la subvention est une subvention prohibée;
- c. la subvention est utilisée exclusivement par un nombre restreint d'entreprises;
- d. la subvention est surtout utilisée par une entreprise particulière;
- e. des sommes importantes de la subvention sont accordées à un nombre restreint d'entreprises, de façon disproportionnée; et
- f. la manière dont l'autorité qui accorde la subvention exerce un pouvoir discrétionnaire démontre que la subvention n'est généralement pas disponible.

5. La Commission ne considérera pas une subvention comme étant spécifique dans les cas où les conditions d'admissibilité et le montant de la subvention sont:

- a. objectifs;

- b. énoncés dans un instrument législatif, réglementaire ou administratif ou tout autre document public; et
- c. appliqués d'une manière qui ne favorise pas ou n'est pas restreinte à une entreprise en particulier.

29 CONDUITE DES ENQUÊTES POUR L'IMPOSITION DE DROITS COMPENSATEURS

1. La Commission ouvrira et mènera une enquête en rapport avec un droit compensateur pour déterminer l'existence et l'effet d'une subvention dans les cas où:
 - a. une plainte écrite est présentée par ou au nom d'un producteur national ou de la branche de production nationale qui produit un bien similaire ou directement concurrent des produits importés; ou
 - b. la Commission a des éléments de preuve de l'existence d'une subvention, d'un dommage important et d'un lien de causalité entre les importations qui sont subventionnées et le dommage allégué.
2. La Commission doit, avant l'ouverture et la conduite de l'enquête visée au paragraphe 1), par l'intermédiaire du Ministre, consulter l'autorité compétente du pays dont le produit fait l'objet de l'enquête en vue de clarifier la situation en ce qui concerne:
 - a. le subventionnement allégué;
 - b. le dommage important causé; et
 - c. le lien de causalité existant entre le produit subventionné et le dommage important.

30 DURÉE D'APPLICATION DES DROITS COMPENSATEURS

1. La Commission peut imposer un droit compensateur pour la période requise afin de contrebalancer le subventionnement qui est à l'origine du dommage important.
2. Un droit compensateur imposé au titre du paragraphe 1) ne dépassera pas une durée de cinq ans à partir de la date d'imposition.

DROITS ANTIDUMPING

31 IMPOSITION DE DROITS ANTIDUMPING

1. La Commission imposera un droit antidumping sur un produit importé dans les cas où la Commission détermine que:
 - a. le produit a fait l'objet d'un dumping car le prix du produit à l'exportation est inférieur à sa valeur normale dans le pays exportateur, et
 - b. l'effet du dumping du produit cause ou menace de causer un dommage important à un producteur national ou à la branche de production nationale produisant un bien similaire ou directement concurrent ou est susceptible de retarder la création d'une branche de production nationale.
2. Aux fins de la présente loi, le dumping d'un produit ne doit pas être considéré comme causant ou menaçant de causer un dommage important à moins que les circonstances dans lesquelles le dumping causerait un dommage ne soient raisonnablement prévisibles et imminentes.
3. Dans les cas où la Commission établit une détermination conformément au paragraphe 1), le droit antidumping sera d'un montant égal à la marge de dumping, qui correspond à la différence entre la valeur normale des importations faisant l'objet d'un dumping et leur prix à l'exportation.

32 CONDUITE DES ENQUÊTES POUR L'IMPOSITION DE DROITS ANTIDUMPING

La Commission ouvrira et mènera une enquête relative au dumping pour déterminer l'existence, le degré et l'effet du dumping dans les cas où:

- a. une plainte écrite est présentée par ou au nom d'un producteur national ou de la branche de production nationale qui produit un bien similaire ou directement concurrent du produit importé; ou
- b. la Commission dispose d'éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dumping, d'un dommage important et d'un lien de causalité entre le produit faisant l'objet du dumping et le dommage important allégué.

33 DURÉE D'APPLICATION DES DROITS ANTIDUMPING

1. La Commission imposera un droit antidumping pour la période requise afin de contrebalancer les effets d'un dumping qui est à l'origine du dommage important.
2. Un droit antidumping imposé au titre du paragraphe 1) ne dépassera pas une durée de cinq ans à partir de la date d'imposition.

DEMANDES RELATIVES AUX DROITS DE DOUANE ET ÉVALUATION EN DOUANE DES MARCHANDISES IMPORTÉES

34 DEMANDE DE RÉVISION DE DROITS DE DOUANE

1. Un producteur national ou un représentant de la branche de production nationale ou une association professionnelle peut présenter une requête par écrit à la Commission pour:
 - a. un réexamen du droit de douane qui affecte la production et la compétitivité des marchandises concernant le producteur national ou la branche de production nationale; ou
 - b. l'octroi d'un abattement ou d'une ristourne de droits de douane de manière à renforcer sa compétitivité.
2. La demande doit porter sur des produits:
 - a. qui sont importés, et
 - b. qui sont soit similaires, soit directement concurrents ou qui peuvent être directement substitués aux produits fabriqués par le requérant; ou
 - c. qui sont utilisés par le requérant comme intrants pour la production d'autres produits.
3. La Commission devra, dans un délai de sept jours ouvrables à compter de la réception d'une requête, en accuser réception.
4. La Commission devra, à la réception de la requête:
 - a. en informer le Commissaire général dans un délai de sept jours ouvrables;
 - b. ouvrir et mener une enquête aux fins de déterminer le bien-fondé de la demande; et
 - c. ménager à toute partie intéressée la possibilité de formuler des observations devant la Commission.

35 EXAMEN D'UNE DEMANDE DE DROITS DE DOUANE

1. Aux fins de l'examen d'une demande de droits de douane, la Commission pourra demander au requérant ou à une partie intéressée de fournir des renseignements relatifs au fond de la requête.
2. La Commission devra:
 - a. après évaluation d'une demande présentée conformément à l'article 34.1, approuver ou rejeter la requête; et
 - b. fournir un rapport exposant le fondement de la décision de la Commission.
3. La Commission devra, dans un délai raisonnable suivant la fin du délai visé à l'article 34.3 et en tout état de cause pas plus de 14 jours ouvrables après que la Commission aura pris une décision concernant la requête, informer le requérant par écrit de la décision de la Commission et indiquer les raisons de la décision.

RÈGLEMENT DES DIFFÉREND

36 POUVOIR DE LA COMMISSION

La Commission aura le pouvoir de résoudre un différend résultant d'une classification, d'une évaluation ou d'une détermination de l'origine par la Division des douanes de l'Administration fiscale du Ghana ou toute autre affaire en lien avec le commerce international.

37 DÉPÔT DE PLAINT

1. Un importateur ou le représentant d'un importateur de marchandises faisant l'objet d'un différend peut déposer une plainte par écrit auprès de la Commission.
2. La plainte déposée au titre du paragraphe 1) sera considérée comme étant un recours initial contre la détermination finale de la classification ou de la valeur en douane des marchandises par le Commissaire général.
3. La plainte doit être présentée sous la forme prescrite et être accompagnée des documents et des droits prévus par la Commission.
4. Le Commissaire Général peut contester l'allégation figurant dans la plainte de l'importateur et doit présenter une réponse à la demande dans un délai de 14 jours ouvrables suivant la réception de la plainte, de la manière prescrite par la Commission.
5. Sous réserve de l'adoption de toute autre loi, le règlement d'un différend en matière d'évaluation en douane peut se faire par le biais de procédures prévues par la Loi de 2010 sur le règlement alternatif des différends (Loi n° 798) ou d'une audition devant la Commission.

38 ORDONNANCE PROVISOIRE DE LA COMMISSION

1. La Commission peut, avant que ne soit rendue la détermination concernant un différend au titre de l'article 36, établir une ordonnance provisoire en relation avec:
 - a. le dédouanement des marchandises en attendant la détermination concernant le différend;
 - b. le dépôt d'une caution par l'importateur ou par une personne habilitée à dédouaner les produits;
 - c. le placement des produits dans un entrepôt en douane en attendant la détermination concernant différend; et
 - d. la production de documents relatifs à l'importation des produits.

2. En dépit du paragraphe 1), la Commission peut établir toute autre ordonnance provisoire qu'elle juge nécessaire, compte tenu des circonstances de l'affaire.

3. Une ordonnance provisoire rendue conformément au présent article est exécutoire pour une personne visée par l'ordonnance conformément à l'article 43.

39 AVIS ET DÉCISIONS DE LA COMMISSION

1. La Commission devra prendre une décision dans un délai de 14 jours ouvrables à compter de la réception de la plainte déposée au titre de l'article 37.

2. Le Secrétaire exécutif informera par écrit les parties concernées de la décision de la Commission et indiquera les raisons de la décision dans un délai de sept jours ouvrables suivant la décision.

3. Le Commissaire peut, dans le but de rectifier une erreur évidente ou de réparer une omission, modifier ou annuler sa décision:

- a. de sa propre initiative; ou
- b. à la demande:
 - i. de l'importateur ou d'un représentant agréé de l'importateur; ou
 - ii. du Commissaire général.

4. La Commission publiera un avis de sa décision ainsi que la décision elle-même dans le Journal officiel.

40 NON-ASSUJETTISSEMENT AU PAIEMENT D'UNE PÉNALITÉ

Une personne qui importe des produits faisant l'objet d'un différend ou toute autre personne responsable du paiement du droit de douane en relation avec ce produit n'est pas tenue de payer une pénalité pour déposer une plainte en rapport avec la décision du Commissaire général concernant la valeur du droit de douane sur les produits importés.

DÉROULEMENT DES ENQUÊTES ET DES PROCÉDURES

41 ENQUÊTES

1. Dans les cas où une affaire doit faire l'objet d'une enquête au titre de la présente loi, la Commission peut mener l'enquête:

- a. de sa propre initiative;
- b. à la réception d'une demande par l'une des parties; ou
- c. à la réception d'une plainte déposée par la personne concernée.

2. Dans les cas où l'enquête fait suite à une demande ou à une plainte, la Commission se limitera à l'objet de la demande ou de la plainte.

3. La Commission peut refuser ou cesser d'examiner l'objet d'une demande ou d'une plainte si la Commission estime que:

- a. la demande ou la plainte est dénuée de fondement;
- b. la demande ou la plainte n'est pas déposée de bonne foi;
- c. les éléments de preuve ne sont pas suffisants pour justifier une enquête; ou
- d. si le requérant ou la partie plaignante demande que l'enquête soit interrompue.

4. Aux fins de la conduite d'une enquête, la Commission peut:
 - a. interroger une personne sous serment ou sur l'honneur;
 - b. exiger d'une personne qu'elle fournisse des renseignements pertinents pour l'enquête, sous la forme prescrite par la Commission;
 - c. contraindre une personne à présenter des documents, ou des renseignements stockés sous forme électronique pertinents pour l'enquête;
 - d. accepter une déclaration orale d'une personne, que la déclaration soit ou non présentée sous serment;
 - e. pénétrer dans les locaux professionnels et procéder à une perquisition sous mandat sur la base d'une suspicion raisonnable que des renseignements relatifs à une enquête sont situés dans les locaux; et
 - f. assigner un témoin à comparaître devant la Commission pour présenter des éléments de preuve ou pour être interrogé.
5. Une personne doit accorder à la Commission l'accès aux documents ou aux renseignements stockés sous forme électronique pertinents pour une enquête que cette personne détient.
6. La Commission peut demander l'aide du tribunal pour faire respecter les dispositions prévues au paragraphe 4).

42 DÉROULEMENT DES PROCÉDURES

1. Sous réserve du paragraphe 2), la Commission conduira les procédures en public dans un lieu et à des heures qui seront déterminés par la Commission.
2. La Commission peut, dans les cas où les circonstances l'exigent, conduire des procédures privées à la demande d'une partie.
3. Une partie à une procédure devant la Commission peut comparaître en personne ou avoir une représentation juridique ou autre.
4. La Commission mènera les procédures dans les meilleurs délais, selon ce que les circonstances de chaque affaire exigent.
5. La Commission réglementera les procédures de manière à obtenir la pleine divulgation des faits pertinents et à ménager aux parties concernées la possibilité de présenter leurs arguments.
6. La Commission peut adresser des convocations, de sa propre initiative ou à la demande d'une partie, en vue de:
 - a. la comparution d'un témoin; et de
 - b. la production de documents ou de renseignements stockés sous forme électronique.
7. À la clôture de l'audition, la Commission:
 - a. consignera sa décision par écrit en indiquant les raisons de cette décision;
 - b. informera par écrit les parties concernées de la décision; et
 - c. publiera un avis de la décision au Journal officiel.

8. Un membre dont le mandat s'achève au cours d'une procédure peut, avec l'autorisation du Président, achever la procédure.

9. Le paragraphe 8) ne s'applique pas dans les cas où le mandat d'un membre se termine par la destitution de ses fonctions.

43 RÉVISION DE DÉCISIONS

1. Dans les cas où une personne n'est pas satisfaite d'une décision prise par la Commission en vertu de la présente loi, cette personne peut demander une révision judiciaire de la décision finale, de la recommandation, de l'ordonnance ou de la directive de la Commission conformément au Règlement de la Haute Cour (procédure civile) 2004 (I.C.47).

2. Une demande de révision judiciaire d'une décision finale, d'une recommandation, d'une ordonnance ou d'une décision de la Commission dans une procédure devra être faite dans un délai de six mois à compter de la date de la décision, de la détermination, de la recommandation, de l'ordonnance ou de la décision.

44 EXÉCUTION DES DÉCISIONS DE LA COMMISSION

Aux fins de l'exécution d'une décision, d'une ordonnance ou d'une directive de la Commission relevant de la présente loi, la Commission peut déposer auprès de la Haute Cour une demande d'ordonnance visant à contraindre une personne à se conformer à la décision, à l'ordonnance ou à la directive de la Commission.

45 ORDONNANCE DE NE PAS FAIRE

1. La Commission peut émettre et délivrer une ordonnance enjoignant à un importateur de cesser ou de ne pas faire une action contre laquelle une plainte a été déposée auprès de la Commission.

2. La Commission peut modifier ou abroger une ordonnance de ne pas faire si, de l'avis de la Commission, cela est dans l'intérêt public.

3. La Commission informera l'importateur par écrit de l'intention de la Commission de modifier ou d'abroger une ordonnance de ne pas faire.

46 IMMUNITÉ DES MEMBRES DE LA COMMISSION

Un membre de la Commission bénéficiera de l'immunité de responsabilité civile pour les mesures prises ou omises dans l'exercice des fonctions de la Commission au titre de la présente loi.

47 COLLABORATION AVEC LES AUTORITÉS

1. La Commission collaborera, dans l'exercice de ses fonctions au titre de la présente loi, avec les départements et organismes du gouvernement et avec d'autres pouvoirs publics.

2. Nonobstant le paragraphe 1), la Commission consultera le Ministre des finances au sujet de l'imposition de droits au titre de la présente loi.

3. Aux fins du paragraphe 1), sur la base d'une demande formulée par la Commission, un département ou un organisme du gouvernement:

- a. fournira à la Commission les documents et les renseignements électroniques pertinents se rapportant à une enquête ou à une audition; et
- b. nommera l'un des fonctionnaires ou des employés du département ou de l'organisme gouvernemental pour assister la Commission dans l'exercice de ses fonctions.

4. La Division des douanes de l'Administration fiscale du Ghana recouvrera tout droit imposé au titre de la présente loi.

48 DIVULGATION DE RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS

1. Une partie à une procédure devant la Commission peut, lorsqu'elle communique des renseignements à la Commission, déclarer ces renseignements confidentiels ou demander à la Commission de traiter ces renseignements comme confidentiels.
2. La Commission ne divulguera pas à une tierce partie les renseignements qui lui auront été communiqués en vertu du paragraphe 1), à moins que la Commission n'ait:
 - a. obtenu le consentement de la partie qui a communiqué les renseignements; ou
 - b. délivré une ordonnance conservatoire visant des renseignements commerciaux à cette tierce partie en rapport avec ces renseignements.
3. Les renseignements communiqués au titre du paragraphe 1) peuvent être divulgués à:
 - a. un fonctionnaire ou un employé de la Commission qui est directement engagé dans la réalisation d'une enquête sur l'affaire ou sur la procédure en rapport avec laquelle les renseignements ont été communiqués;
 - b. un fonctionnaire ou un employé de la Commission chargé de tenir à jour le dossier administratif de l'enquête ou de la procédure;
 - c. une partie soumise à une ordonnance conservatoire visant des renseignements commerciaux; ou
 - d. un tribunal d'une juridiction compétente dans le cadre d'une révision judiciaire ou d'une demande ou d'un appel.
4. Dans les cas où il y a un différend au sujet de la confidentialité des renseignements communiqués ou devant être communiqués à la Commission, la Commission déterminera si:
 - a. les renseignements sont par nature confidentiels; ou si
 - b. les renseignements devraient être traités comme étant confidentiels.
5. Dans les cas où les renseignements ont déjà été communiqués à la Commission et désignés comme étant confidentiels, la Commission ne les divulguera pas avant qu'une décision n'ait été prise au sujet de la confidentialité de ces renseignements.

49 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PAR LA COMMISSION

1. La Commission peut ordonner, par écrit, à une personne qui importe, exporte, commercialise ou fabrique des produits, ou qui détient des renseignements pertinents pour l'exécution des fonctions de la Commission, de fournir les renseignements dans un délai spécifié.
2. Dans les cas où le coût de la transmission des renseignements serait élevé pour la personne responsable de fournir les renseignements, la Commission assumera le coût de la transmission des renseignements.
3. En dépit du paragraphe 2), la Commission ne paiera pas le coût relatif aux renseignements qui sont détenus ou qui sont fournis par un organisme public ou par une société privée dont le gouvernement du Ghana est actionnaire.

4. La Commission peut, aux fins d'une enquête portant sur les mesures spéciales à l'importation prévues par la présente loi, obliger:

- a. un importateur;
- b. un producteur;
- c. un fabricant; ou
- d. un vendeur

à déposer auprès de la Commission une déclaration sous serment attestant du prix de vente en monnaie ghanéenne des produits importés, produits, fabriqués, transformés ou construits.

50 PUBLICATION DE DÉCISIONS ET D'AVIS

Dans les cas où la Commission est tenue de publier un avis ou une décision en vertu de la présente loi ou des règlements, la Commission publiera l'avis ou la décision au Journal officiel.

DISPOSITIONS DIVERSES

51 INFRACTIONS ET PÉNALITÉS

1. Une personne qui:

- a. empêche un membre de la Commission, un employé ou un agent agréé de la Commission d'exercer une fonction dans le cadre de la présente loi, ou qui
- b. refuse de fournir des renseignements en rapport avec une question pertinente pour les fonctions de la Commission,

commet une infraction et est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende comprise entre 250 et 500 unités de pénalité, ou d'une peine d'emprisonnement d'une durée comprise entre 1 et 2 ans, ou des 2 sanctions.

2. Une personne qui:

- a. fait une fausse déclaration ou induit délibérément en erreur la Commission, un employé ou un agent agréé de la Commission dans l'exercice des fonctions de la Commission,
- b. persuade un membre de la Commission, un employé ou un agent agréé de la Commission au cours d'une enquête ou d'une procédure, ou
- c. divulgue des renseignements confidentiels obtenus par la Commission, commet une infraction et est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende comprise entre 500 et 1 000 unités de pénalité, ou d'une peine d'emprisonnement d'une durée comprise entre 2 et 4 ans, ou des 2 sanctions.

3. Une personne qui:

- a. refuse ou néglige de payer ou ne paie pas le montant que la Commission impose en tant que droit compensateur pour la période que la Commission détermine au titre de l'article 30,
- b. refuse ou néglige de payer ou ne paie pas le montant que la Commission impose en tant que droit antidumping pour la période que la Commission détermine au titre de l'article 33, ou

- c. refuse ou néglige de se conformer ou ne se conforme pas à une ordonnance ou à une décision rendue par la Commission autre qu'une décision prise au titre des alinéas a) et b),

commet une infraction et est passible, sur déclaration sommaire de culpabilité, d'une amende s'élevant à 10% des droits de douane exigibles, et pour chaque jour au cours duquel l'infraction se poursuit, d'une pénalité complémentaire s'élevant à 1% d'intérêt sur les droits de douane exigibles, au taux bancaire en vigueur.

52 RÉGLEMENTATIONS

Le Ministre peut, en consultation avec la Commission, au moyen d'un instrument législatif, établir des réglementations visant à:

- a. prescrire la manière d'imposer:
 - i. des mesures de sauvegarde;
 - ii. des droits compensateurs; et
 - iii. des droits antidumping;
- b. prescrire la procédure d'examen des demandes de droits de douane;
- c. réglementer la conduite des enquêtes du Commissaire;
- d. réglementer les procédures de la Commission;
- e. prescrire des procédures pour la communication des plaintes; et
- f. prévoir toute autre question en vue de la mise en œuvre effective de la présente loi.

53 MODIFICATION

Les dispositions d'un texte législatif pertinent pour la présente loi, qui existaient avant l'entrée en vigueur de la présente loi, prendront effet sous réserve des modifications nécessaires apportées pour donner effet à la présente loi, et dans les cas où une disposition de ce texte législatif serait incompatible avec la présente loi, les dispositions de la présente loi prévaudront.

54 INTERPRÉTATION

Dans la présente loi, à moins que le contexte ne suppose un sens différent,

une "ordonnance conservatoire visant des renseignements commerciaux" s'entend d'une ordonnance émise par la Commission à destination de toute personne qui reçoit des renseignements confidentiels afin d'empêcher cette personne de divulguer les renseignements confidentiels;

la "Commission" s'entend de la Commission du commerce international du Ghana instituée en vertu de l'article 1;

le "Commissaire général" s'entend de la personne désignée en vertu de l'article 13 de la Loi de 2009 sur l'Administration fiscale du Ghana (Loi n° 791);

le "Comité des sauvegardes" s'entend du Comité des sauvegardes de l'Organisation mondiale du commerce institué en vertu de l'article 13 de l'Accord sur les sauvegardes de l'Organisation mondiale du commerce;

une "subvention donnant lieu à des mesures compensatoires" s'entend d'une subvention à l'encontre de laquelle un droit compensateur peut être imposé;

un "différend" s'entend d'un désaccord résultant d'une classification, d'une évaluation ou d'une détermination de l'origine par la Division des douanes de l'Administration fiscale du Ghana, ou de toute autre affaire en lien avec le commerce international;

la "branche de production nationale" comprend:

- a. l'ensemble des producteurs nationaux de produits similaires;
- b. les producteurs nationaux dont la production collective de produits similaires constitue une proportion majeure de la production nationale totale des produits similaires; et
- c. la catégorie des producteurs nationaux qui ne sont pas liés à un exportateur ou à un importateur de produits faisant l'objet d'un dumping ou subventionnés;

le "dumping" s'entend de l'introduction d'un produit sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à la valeur normale qui lui est attribuée au cours d'opérations commerciales habituelles, pour le produit similaire destiné à la consommation dans le pays exportateur;

un "droit" s'entend notamment d'un droit de douane et d'un droit provisoire imposé en vertu de la présente loi;

une "entreprise" s'entend d'une branche de production, d'un projet, d'une initiative ou d'une activité économique, ou d'une extension de cette branche de production, initiative, projet ou activité économique, ou de toute partie de cette branche de production, initiative, projet ou activité économique;

le "prix à l'exportation" s'entend du prix de vente des marchandises, ajusté après déduction:

- a. des coûts, des frais et des dépenses occasionnés par la préparation des marchandises en vue de l'expédition vers le Ghana, qui s'ajoutent aux coûts, aux frais et aux dépenses généralement occasionnés pour la vente de marchandises similaires destinées à être utilisées dans le pays d'exportation; ou
- b. d'un droit ou d'une taxe acquitté par un exportateur et d'autres coûts, frais ou dépenses pour le transport des marchandises, ou pour l'expédition depuis le pays d'exportation vers le Ghana;

un "accord de libre-échange" s'entend de tout accord conclu entre deux États ou plus aux fins de la libéralisation du commerce;

l'"importateur" s'entend de la personne qui introduit des produits au Ghana;

un "dommage" s'entend notamment d'un dommage important ou d'un dommage grave causé à la branche de production nationale;

un "produit similaire" s'entend d'un produit identique à tous égards ou d'un produit ayant des caractéristiques similaires;

un "dommage important" s'entend d'un préjudice qui est lourd de conséquences, substantiel ou significatif;

le "Ministre" s'entend du Ministre chargé du commerce;

un "produit" s'entend notamment des marchandises;

une "subvention prohibée" s'entend d'une subvention accordée sur la base:

- a. des résultats à l'exportation; ou
- b. de l'utilisation d'un produit ou d'un service national de préférence à un produit ou à service importé;

les "mesures de sauvegarde" comprennent notamment:

- a. les mesures prises en vue de protéger une branche de production spécifique contre une augmentation imprévue des importations; ou
- b. les mesures visant à réparer un dommage grave causé à une branche de production nationale et à faciliter l'ajustement;

un "dommage grave" s'entend d'une dégradation générale notable de la situation d'une entreprise nationale;

les "mesures spéciales à l'importation" comprennent:

- a. les droits compensateurs;
- b. les droits antidumping;
- c. les mesures de sauvegarde; et
- d. les ajustements tarifaires;

le "subventionnement" désigne le processus d'octroi de subventions;

une "subvention" s'entend de la contribution financière des pouvoirs publics d'un pays autre que le Ghana qui confère un avantage à une personne participant à la production, à la fabrication, à la croissance, à la transformation, à l'achat, à la distribution, au transport, à la vente, à l'exportation ou à l'importation de produits; et

une "pratique commerciale déloyale" s'entend d'une pratique commerciale qui fausse les échanges et qui confère un avantage déloyal à une entreprise sur le marché.

Date de notification au Journal officiel: 22 septembre 2016.
